

ASIES EN LUTTE!



Bulletin du groupe de travail Asie du NPA- Numéro 7 - Juin-Juillet-Août 2011

Éditorial

Après une large campagne pour leur libération, les six dirigeants du Parti Socialiste Malaisien (PSM) sont sortis de prison le 20 juillet, soit 34 jours après leur arrestation.

Dans le contexte de révolte des peuples du Maghreb et du Moyen Orient contre les régimes autoritaires, le PSM espère qu'une partie de la jeunesse Malaisienne se radicalise. Lors d'une distribution de tracts appelant à la démission du gouvernement, le 25 juin, trente militants sont arrêtés avec pour charge celle de « livrer la guerre contre le roi ». La plupart sont relâchés sauf six. Ces derniers sont accusés de vouloir faire revivre le communisme.

Relâchés, les « Six » sont à nouveau arrêtés au nom d'une loi d'exception (*Emergency Ordinance*). Le motif d'accusation change plusieurs fois. Celui finalement retenu est « trouble à l'ordre public » et « organisation d'une manifestation pour une réforme électorale ». Les six dirigeants sont en cellule d'isolement, soumis à de longs interrogatoires et à des abus physiques. Les visites de leurs avocats et de leurs familles sont interdites.

Au début de leur détention, la police et le gouvernement ont motivé les arrestations par la future manifestation pour une réforme électorale appelée par l'opposition. Cette manifestation appelée Bersih 2.0 (Propre) est déclarée illégale parce que « subversive ».

Le 9 juillet, ce sont 50 000 personnes qui descendent dans la rue, malgré l'interdiction des rassemblements. La police arrête plus de 1600 manifestants après avoir utilisé canons à eau et gaz lacrymogènes.



Le gouvernement a voulu empêcher tout élargissement d'une première campagne lancée en 2007, suivie d'une déroute électorale en 2008 sans précédent pour la coalition au pouvoir.

La mobilisation pour la libération des militants du PSM a rencontré la solidarité de nombreuses organisations en Malaisie comme à l'étranger.

SOMMAIRE

Chine

Immigration chinoise à Paris : les aventuriers et les naufragés

Inde

Résultats des élections dans 5 États et défaite historique du PCI (M) au Bengale

Thaïlande

Résultat des élections : un désaveu cinglant de l'oligarchie au pouvoir

L'Asie à l'Université d'Été du NPA

Solidarité Pakistan

Immigration chinoise à Paris : Les aventuriers et les naufragés

ISABELLE ZHANG – JUIN 2011

Comment expliquer la vague continue d'émigration chinoise vers l'étranger malgré la forte croissance économique en Chine depuis la fin des années 70 ?



L'analyse de trajectoires de migrants de Paris permet d'identifier deux mouvements parallèles : avec l'ouverture économique et le début des réformes en 1978, l'émigration a été à nouveau autorisée. Dans les régions où il y avait une longue tradition d'émigration comme dans le Zhejiang ou le Fujian, celle-ci est redevenue une stratégie dominante de travailleurs recherchant la réussite économique.

Depuis la fin des années 90, on assiste à un autre mouvement migratoire dont les ressorts sont sensiblement différents: dans les régions ou les villes attaquées par la désindustrialisation, les licenciements massifs et la marchandisation des services publics, des femmes et des hommes partent du pays pour survivre. Ce double mouvement, couplé aux origines régionales et au capital social inégal des migrants a structuré un marché du travail hiérarchisé au sein de l'économie ethnique, changeant peu à peu le paysage urbain à Paris.

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION DES MIGRANTS CHINOIS A PARIS

La communauté chinoise de la capitale a évolué à travers plusieurs vagues de migrations. Les premiers contacts remontent à 1893 avec l'arrivée à Paris d'un vendeur de pierres précieuses. La première vague d'immigration date de la première guerre mondiale. 14000 ouvriers, principalement de la région de Zhejiang, vinrent à Paris avec un contrat de travail et près de 200 d'entre eux s'installèrent définitivement après la guerre autour de la gare de Lyon où ils ouvrirent des petits commerces. Les liens entre ces familles installées à Paris et leurs proches en Chine se firent plus difficiles après la révolution.

Avec le début de la guerre du Vietnam en 1974, une nouvelle vague de migrants venus du Vietnam, du Cambodge et du Laos arriva en France. Beaucoup d'entre eux avaient des origines dans le sud de la Chine et parlaient le dialecte Chaozhou.

L'ouverture économique en 1978 et la réouverture des frontières, permit le rétablissement des liens entre les familles du Zhejiang et leurs parents établis à Paris. Dans la foulée, des jeunes chinois immigrèrent à Paris, certains par le biais de leurs liens familiaux, et se retrouvèrent massivement dans l'industrie textile, la teinturerie et l'industrie alimentaire.

LES AVENTURIERS

On retrouve dans cette immigration venue principalement du Zhejiang, les caractéristiques d'une migration antérieure à la révolution chinoise et qui a perduré y compris durant la Révolution culturelle. Son principal

objectif est de favoriser la mobilité sociale et donc la réussite économique des paysans venus de nombreux villages du Zhejiang dans l'espoir de lancer leur propre business. Ces migrants peuvent être dépeints comme des aventuriers à la poursuite du « rêve chinois ». Cependant, dans le cas des jeunes nés après 1980, la migration est un choix individuel et est vécue comme un processus irréversible, le retour possible en Chine considéré comme un échec. Les motivations ne se résument plus au seul désir de réussite économique mais bien à la volonté de jeunes paysans de vivre une vie urbaine.

LES NAUFRAGES

A la différence de ces jeunes paysans venus du Zhejiang ou du Fujian l'esprit conquérant et plein de projets et d'ambition, on voit arriver au début des années 2000 de nouveaux migrants avec un profil bien différent. Les nouveaux migrants sont d'origine urbaine et ont en général des origines plus sophistiquées. Ces travailleurs proviennent principalement des régions du Nord de la Chine. Beaucoup d'entre eux sont des ouvriers qualifiés qui ont perdu leur emploi dans les différentes vagues de privatisation des entreprises d'État. Les restructurations et les réformes initiées par Deng Xiaoping ont eu un impact terrible sur les citoyens ordinaires en termes d'emplois, de logement, de santé et d'éducation.

On retrouve parmi ces migrants un certain nombre de points communs à l'origine du choix de migrer. Contrairement aux aventuriers dépeints précédemment, les naufragés ont en général des liens familiaux fragiles ; un travail non satisfaisant tant en termes de compétences que de revenus et des besoins financiers concrets pour éduquer les enfants par exemple. Le choix de migrer est en général pensé comme un choix passager avec le désir de retourner en Chine dès que possible.

On peut donc légitimement parler d'une émigration en vue de fuir la misère, voire de sur-

vivre.

UNE MEME COMMUNAUTE DE DESTINS

Les différences entre les « aventuriers » et les « naufragés » sont réelles : Ils ne migrent pas avec les mêmes projets et attentes. Ils ne viennent pas des mêmes villes et régions et donc parlent des dialectes différents. Ils n'ont pas le même degré d'éducation.



Pourtant, les difficultés à obtenir un statut légal, des papiers officiels ont amené ces migrants à occuper les mêmes professions et à partager les mêmes appartements. Avec l'accroissement des inégalités sociales en Chine et le renforcement des lois répressives sur l'immigration en Europe, des millions de travailleurs migrants venus de Chine se battent par tous les moyens pour sortir de l'illégalité et vivre dignement.

Il est nécessaire de renforcer notre solidarité avec tous ces travailleurs sans papiers et de nous battre pour leur régularisation. C'est une première étape pour leur permettre de s'opposer à toutes les formes d'exploitations qu'ils subissent et les aider à s'affranchir de la tutelle communautaire.

Inde: Résultats des élections dans 5 États et défaite historique du PCI (M) au Bengale

CHRISTINE SCHNEIDER – JUIN 2011

Les élections pour les Assemblées régionales viennent de se dérouler successivement dans cinq États de l'Inde : le Bengale, l'Assam, le Kerala, le Tamil Nadu et le territoire de Pondichéry. Démarrées le 4 avril, elles se sont achevées le 10 mai.

Sur les 27 États que comptent l'Inde, ces cinq États occupent un cinquième des sièges à la Chambre basse du Parlement national(1). 140 millions d'Indiens étaient appelés aux urnes. Avec ces résultats et la nomination des Premiers ministres, un tiers du pays est gouverné par des femmes.

C'est la défaite du Parti Communiste Indien PCI (M) dans le Bengale de l'Ouest qui est très remarquée. Vainqueur des élections en 77, il a dirigé l'État du Bengale de l'Ouest depuis plus de 30 ans. Sans rentrer au gouvernement fédéral, il avait soutenu la coalition menée par le Parti du Congrès notamment pour faire face au gouvernement national du BJP, parti de la droite nationaliste hindou. Il s'est ensuite retiré du soutien parlementaire à cette coalition. Après avoir enregistré des scores électoraux historiques en 2004, il s'est nettement affaibli aux élections à l'assemblée nationale en 2009 pour subir le revers d'aujourd'hui.

Ces élections régionales étaient un test pour la coalition gouvernementale nationale de centre gauche(2), menée par le Congrès. Bien qu'il semblait avoir perdu toute crédibilité dans des scandales de corruption et dans sa capacité à contrôler les prix, les élections ont été favorables à sa coalition sauf dans un État.

En même temps, les élections ont réellement une dimension régionale, car les coalitions sont formées autour d'un parti « leader », qui n'a

pas forcément une implantation nationale. C'est donc d'abord ces alliances qui ont gagné les élections.

AU BENGAL, REcul HISTORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INDIEN (PCI (M)) MARXISTE.

Le scrutin s'est étalé du 18 avril au 10 mai. Les résultats sont désastreux pour le PCI (M) soit 62 sièges pour la coalition du Front de Gauche qu'il conduisait contre 226 au profit de la coalition régionale conduite par le Trinamool (TMC) (3).



Au pouvoir depuis 34 ans dans l'État du Bengale occidental, le Parti Communiste Indien Marxiste (4) y avait jusqu'à présent remporté toutes les élections. C'est une défaite historique : le déclin de l'un des derniers grands partis communistes « traditionnels ». Il marquait sa différence en n'ayant choisi ni le ralliement à l'URSS, ni à la Chine.

LE PARTI COMMUNISTE VICTIME DE SA PROPRE POLITIQUE...

Lancé par le Parti communiste en 1978, le mouvement de réforme agraire a permis la mise en place d'un registre légal pour les métayers afin d'empêcher l'exploitation des pro-

priétaires terriens et de garantir un accès à la propriété de la terre.

Or, depuis plusieurs années, le gouvernement du Bengale a défendu une politique économique libérale. Il a permis l'ouverture de zones franches économiques aux industriels, aux capitalistes indiens ou étrangers. Il a organisé la main mise sur les terres des paysans et l'expropriation pour des projets privés, et non pas publics.

C'est le gouvernement qui a organisé la répression des manifestants de Singur, Nandigram et Lalgah. En 2007, lors des mobilisations contre la construction du complexe chimique à Nandigram(5), la police a tiré sur des manifestants et les cadres du Parti communiste au pouvoir ont molesté et violé des femmes. La répression des forces de l'ordre a fait plusieurs dizaines de morts. A Singur, les mouvements contre la confiscation des terres au profit de TATA ont conduit au renoncement de l'industriel à installer son usine automobile.

... AU PROFIT DU PARTI REGIONAL DU TRINAMOOL

Ce parti est mené par la ministre fédérale des Chemins de fer, Mamata Banerjee. Aux élections législatives nationales de 2009, sur les 42 postes réservés au Bengale-Occidental, le Trinamool a conquis 19 sièges à la Chambre basse du Parlement fédéral, alors qu'il n'en avait qu'un seul aux élections de 2004. Depuis 2009, l'opposition avait commencé à grignoter des sièges, puis en 2010 aux élections municipales (Panchayat).

En ce qui concerne la répartition des candidats, l'alliance régionale TMC-Congress-SUCI s'est construite en termes « à prendre ou à laisser » pour le Congrès. Ce dernier a seulement 65 candidats dans 294 districts. Et certains sortants du Congrès, hostiles à cette alliance parce qu'éconduits, ont fait des candidatures indépendantes.

QUELLE EST LA POLITIQUE DE MAMATA BANERJEE ?

La carrière militante et politique de Banerjee commence dans les années 70 au sein du mouvement étudiant du Congrès et ensuite d'un siège au parlement. Elle fonde son propre parti en dissidence de celui du Congrès.

Opportuniste, depuis 2009, elle fait partie de la coalition nationale dirigée par le Parti du Congrès où elle a reçu le portefeuille des chemins de fer. Poste qu'elle occupait aussi dans une coalition dirigée par le parti de droite nationaliste, le BJP.



Mamata Banerjee

Se débarrasser du Parti Communiste Indien est son principal programme. Considérée littéralement comme l'ennemi à abattre par le PCI (M), elle s'est retrouvée matraquée sévèrement par un cadre du PCI (M) dans les années 90. Elle fait régulièrement l'objet d'insultes machistes et humiliantes pour une femme politique, de la part de membres du PCI - M.

Elle s'est appuyée sur l'opposition des paysans à l'éviction de leur terre, notamment dans la lutte contre l'industriel Tata. Dans la logique « les ennemis de mes ennemis sont mes amis », elle s'est retrouvé du côté des protestataires. Le PCI (M) l'accuse de faire front commun avec

les Naxalites tandis qu'elle annonce publiquement le renoncement à la guérilla de leaders Naxalites et leur ralliement à son parti. Par ailleurs, le TMC courtise la communauté musulmane, qui représente plus d'un quart de la population bengalie.

Populiste, elle a fait son slogan "Ma, Maati, Manush" (La mère, la terre, le peuple), A l'intérieur de son propre parti, elle se comporterait en « dictateur ». Selon le secrétaire du TMC « la vision de l'avenir du Trinamool est inscrite dans le slogan 'Shokolaer jonno kaaj chai, shokolaer paetey bhaat chai' (Du travail et de la nourriture pour tous)".

Elle n'est pas considéré comme une bonne gestionnaire vu le déficit budgétaire grandissant du secteur ferroviaire. Les cables de WikiLeaks ont révélé que le consulat américain de Calcutta regardait sa victoire positivement parce qu'elle était de bonne volonté pour le monde industriel. Elle essaye de casser son image d'« ennemie », elle a invité les grands noms de l'industrie de Calcutta l'année dernière.



L'effondrement du PCI(M) n'est pas du à une position dogmatique contre la politique néolibérale et au le partenariat stratégique Inde-États-Unis. Comme d'autres politiciens indiens d'autres partis et dans autres États, il a été adulé par le patronat. Les résultats des élections montrent que sa base sociale traditionnelle, les paysans, ne se sentent plus représentés par le Parti Communiste. La volonté des électeurs a

été la défaite à tout crin du PCI (M), mais pour quelle politique et à quel prix ?

AU KERALA, L'ARRIVEE AU POUVOIR D'UNE COALITION AUTOUR D'UN PARTI FAIBLE ET DES ALLIES PUISSANTS

Le Kerala a été un modèle de développement économique avec un taux d'éducation semblable à ceux des pays développés.

Une tradition d'alternance porte au pouvoir à tour de rôle, tous les cinq ans, les communistes et le Parti du Congrès. Le PCI (M) et sa coalition, le Front Démocratique de Gauche (LDF)(6), a perdu le scrutin, c'est l'alliance régionale du Front Démocratique Uni(7) qui l'a remporté. La différence tient à un cheveu, soit 72 contre 68 postes. C'est la montée de la Ligue musulmane au sein de la coalition du Congrès qui est à noter.

EN ASSAM, TROISIEME VICTOIRE CONSECUTIVE DU PARTI DU CONGRES

La politique de « paix et développement » a permis au Parti du Congrès sa troisième victoire consécutive. Il a la majorité absolue sur les 126 sièges.

Le premier ministre explique les résultats électoraux par son travail de développement économique tel que la construction des routes et des ponts, la priorité à la santé et à l'éducation, des mesures sociales pour les pauvres, les fermiers, les tisserands et tous les secteurs marginalisés de la société. Mais surtout par le maintien de l'ordre et le fait que le Parti du Congrès ait amené presque tous les groupes séparatistes dont le Front Uni de Libération de l'Assam(8), à la table des négociations. Des dizaines d'attentats meurtriers à la bombe ont été perpétrés par des groupes séparatistes ces dernières années.

Malgré son petit score, l'allié régional du Congrès, le Bodoland Peoples Front (BPF) continuera à gouverner. Le deuxième plus grand parti de l'État reste le Front Uni Démocratique Indien(9), il a une base importante parmi les immigrants musulmans. Des massacres communautaires ont eu pour victimes les musulmans immigrés du Bangladesh, voilà vingt ans. Et encore récemment, en 2008, colons musulmans et tribus autochtones de la communauté bodo se sont affrontés violemment.

Les partis d'opposition Asom Gana Parishad (AGP) et le Bharatiya Janata Party (BJP) ont encaissé une défaite sévère. Ils ont accusé le Congrès d'avoir manipulé les machines de vote électronique. Leur stratégie politique depuis dix ans de dénonciation de la corruption et des scandales n'a pas eu prise dans les régions rurales. Quant aux partis communistes PCI et PCI (M), ils ont chacun un siège.

AU TAMIL NADU, GRAND COUP DE BALAI ANTICORRUPTION

L'allié régional du Congrès, le DMK(10) y a perdu les élections. Il était particulièrement impliqué dans le scandale de corruption lié à l'attribution de licences de téléphonie mobile. Le ministre fédéral des Télécommunications (DMK) vient d'être arrêté pour cette raison.

A lui tout seul, l'AIADMK(11) parti de l'opposition, a remporté la majorité absolue. Ses alliés dont le DMDK(12), le PCI (M), le PCI y ont également fait des bons scores. Depuis 1991, l'électorat vote alternativement pour le DMK et l'AIADMK. Depuis trois ans, la crise de l'énergie a affecté les filatures et les industries textile et automobile. Jayalalithaa Jayaram, une femme, leader de l'AIADMK, explique qu'à chacun de ses retours au pouvoir, elle doit s'atteler à restaurer l'économie et la santé fiscale de l'Etat.

Le vote contre le DMK se veut un grand coup de balai anti-corruption Au niveau national, les sommes impliquées dans le scandale des télé-

communications sont énormes. Au niveau régional, ses ministres sont accusés d'enrichissement personnel en s'appropriant des terres et l'exploitation de carrières de sable. Le DMK est également soupçonné d'avoir voulu acheté le vote des électeurs. Même les dirigeants locaux sont accusés de corruption au niveau municipal dans les villes et les villages.

Il a été également reproché au DMK, tout comme au congrès, leur passivité lors du massacre de 40 000 tamouls par les forces gouvernementales dans le conflit du Sri Lanka en 2009 et notamment de pêcheurs tamouls par la marine sri-lankaise.

LA POLITIQUE DES ORGANISATIONS D'EXTREME GAUCHE DANS LE BENGAL OCCIDENTAL

Le 3 mai, c'était les élections dans le district de Nandigram et les forêts contrôlées par les Naxalites. Ils ont développé une opposition armée aux évictions des terres et sont pourchassés par la politique du gouvernement du Congrès qui a entamé la guerre à ce mouvement. Ils appelaient au boycott des élections.

Le PCI-ML (Liberation) a eu des candidats dans 37 districts, dont certains dans les districts du Sud, anciens bastion du PCI(M). Leur programme revendiquait l'abrogation de la loi sur les acquisitions de terre, l'arrêt de l'opération Green Hunt et de ses atrocités, le retour à la terre des paysans de Singur, 50 Kg de riz et 5 litres de kérosène à un prix fixe par famille. Ils ont été attaqués à plusieurs reprises par des miliciens du TMC.

NOTES

[1] Lok Sabha, chambre basse du Parlement fédéral

[2] United Progressive Alliance (UPA)

[3] All India Trinamool Congress (TMC)

[4] Communist party of India (Marxist) (CPI-M)

[5] Socialist Unity Centre of India (SUCI)

[6] Left Democratic Front (LDF) composé principalement par le Parti Communiste Indien (CPI), du Parti Communiste Indien marxiste (CPI-M), le Janata Dal (Secular) le Revolutionary Socialist Party (RSP) le Nationalist Congress Party (NCP)

[7] United Democratic Front (UDF) composé du Parti du Congrès, du Parti du Congrès du Kerala (Mani), de la Ligue musulmane, du Socialist Janata (Democratic), du Kerala Congress (B), du Kerala Congress (Jacob), le Revolutionary Socialist Party (Bolshevik), le Communist Maoist Party (CMP), the RSP (Baby John)

[8] United Liberation Front of Asom (ULFA), Cette organisation est considérée comme terro-

riste par le gouvernement indien et a été interdite en 1990. L'ULFA est soupçonnée d'entraîner ses combattants dans des camps situés au Bangladesh et d'acheter ses armes en Birmanie.

[9] All India United Democratic Front (AIUDF)

[10] Dravida Munnetra Kazhagam (DMK)

[11] All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (IADMK)

[12] Desiya Murpokku Dravida Kazhagam (DMDK)

ELECTIONS EN THAÏLANDE : UN DESA-VOÛE CINGLANT DE L'OLIGARCHIE RE-GNANTE

DANIELLE SABAI – JUILLET 2011

Les élections législatives qui se sont déroulées le 3 juillet dernier pourraient s'avérer être l'un des événements marquant qui jalonnent l'histoire d'un pays.



Ces élections se tenaient 14 mois après la répression qui a conduit à la mort de 93 personnes, la plupart des Chemises rouges. Abhisit Vejjajiva, devenu Premier ministre en décembre 2008 à la faveur d'un retournement d'alliance organisé par les militaires au sein du parlement, en avait fait un test pour obtenir

dans les urnes la légitimité qui lui était contestée.

Le résultat des élections est sans appel. Malgré la censure, la propagande militaire et les intimidations, les électeurs se sont tournés massivement vers le principal parti d'opposition le Puea Thai (Pour les Thaïs). Il remporte 265 des 500 sièges au parlement et obtient ainsi la majorité absolue. Ce parti est le descendant du Thai Rak Thai, le parti de Thaksin Shinawatra, homme d'affaire devenu politicien et renversé par le dernier coup d'État militaire en septembre 2006. Thaksin en exil, le Puea Thai avait fait le choix de sa jeune sœur Yingluck pour mener la campagne. Le message électoral était ainsi parfaitement clair et les élections prenaient le caractère d'un référendum sur les événements passés depuis le coup d'État militaire.

Le Parti démocrate, parti d'Abhisit et moteur de la coalition au pouvoir, n'obtient que 165 sièges. Il paye sa proximité avec les militaires, la monarchie et les bureaucrates de haut rang qui s'accaparent les richesses du pays et maintiennent des inégalités profondes malgré une réelle modernisation et une bonne croissance économique. Le parti démocrate paye aussi la forte répression qu'il a exercée contre les Chemises rouges. La censure de leurs journaux, radios et chaîne de télévision, les intimidations et arrestations de militants n'auront pas eu raison de leur détermination.

Ces élections sont un coup dur porté à l'oligarchie qui domine la vie politique et économique de la Thaïlande depuis plusieurs décennies. Elle perd le contrôle direct sur le législatif et l'exécutif.

Malgré le coup d'État de 2006 et un changement de la Constitution rédigée sous la houlette des généraux, les élites au pouvoir n'ont pas réussi à se débarrasser de Thaksin qui reste extrêmement populaire. Sa sœur Yingluck va devenir la première femme Premier ministre de l'histoire de la Thaïlande. Elle va s'appuyer sur une coalition parlementaire forte de 299 députés composée par le Puea Thai et 5 petits partis.

L'option d'un nouveau coup d'État militaire semble très improbable aujourd'hui. Au niveau international, un nouveau renversement d'un gouvernement démocratiquement élu serait inassumable par l'allié américain comme cela a été le cas en 2006. Mais surtout, les divisions au sein de la société thaïlandaise sont tellement exacerbées que le refus de reconnaître le résultat des urnes ne manquerait pas d'engendrer un véritable soulèvement populaire de la base du Puea Thai et des Chemises rouges.

Il est plus probable que tout sera fait pour déstabiliser le nouveau gouvernement sans le recours à la force. Les risques d'une polarisation politique encore plus grande sont réels. La faiblesse de l'opposition parlementaire pourrait favoriser le développement d'une opposition

extra parlementaire comme celle du mouvement ultranationaliste des Chemises jaunes contre Thaksin ou favoriser le recours à des manœuvres en coulisse des militaires et du palais.

Les militaires pourraient aussi faire le choix d'adopter une attitude plus conciliante envers le Puea Thai dont les intérêts ne sont pas si divergents. Ce parti n'est pas sans contradiction. Bien qu'élu par une base électorale populaire et soutenu par les Chemise rouges, il reste un parti capitaliste qui défend les intérêts de grands industriels. Sa popularité repose sur Thaksin qui, entre 2000 et 2006, a conduit une politique populiste qui a permis d'améliorer considérablement le sort de millions de petites gens.

Le parti démocrate a quant à lui décidé une fois de plus de faire un recours juridique pour dissoudre le Puea Thai et ainsi invalider les élections. La procédure devrait prendre du temps et cela n'empêchera pas Yingluck de former un gouvernement pour les mois à venir.



Depuis le coup d'État militaire, les mobilisations populaires ont montré une réelle aspiration à la démocratie, à la justice sociale et aux changements politiques et sociaux. Le nouveau gouvernement répondra-t-il à ces attentes ?

La réponse à cette question dépend en grande partie de sa volonté et de sa capacité de s'affronter aux élites au pouvoir. Les militaires

contrôlent et dominent en grande partie la vie politique et dans une certaine mesure la vie économique thaïlandaise. Relancer le processus démocratique stoppé par le coup d'État de 2006 suppose de dépolitiser l'armée, de la soumettre aux autorités civiles et de saper ses bases économiques. Le gouvernement devra s'attaquer aux biens économiques de l'armée et à ses moyens de communication dont plusieurs chaînes de télévisions et réduire drastiquement le budget qui lui est alloué.

S'il veut vraiment renforcer la démocratie, au plan institutionnel le nouveau gouvernement devra dans un premier temps réinstaurer la Constitution de 1997 remplacée en 2007 par une nouvelle constitution écrite sous la dictée des généraux. La Constitution de 1997 était de loin la plus démocratique jamais eu depuis la révolution de 1932.

Le nouveau gouvernement devra aussi donner des garanties sur le plan de la justice sociale. Tous les prisonniers politiques et les personnes poursuivis pour crime de lèse majesté, plus de 300 cas selon l'association Political Prisoners in Thailand, devraient être relâchés ou amnistiés dans les plus brefs délais. Parallèlement, les Chemises jaunes qui se sont rendus coupables de divers crimes, en particulier la fermeture des deux aéroports internationaux de Bangkok en novembre 2008, devraient être jugés. Une commission d'enquête indépendante devrait aussi voir le jour pour faire toute la lumière sur la répression qui a conduit à la mort de 93 personnes en avril et mai 2010, la plupart des Chemises rouges. Les responsabilités du Premier ministre Abhisit et de son Vice Premier ministre Suthep Thaugsubal, de l'ancien commandant en chef Anupong Pao-

chinda et de son remplaçant Prayuth Chan-ocha devraient être clairement identifiées.

Le processus démocratique ne pourra être relancé sans réformer en profondeur la justice instrumentalisée par les possédants, sans en finir avec la censure et toutes les lois liberticides comme le crime de lèse majesté et la loi sur la cybercriminalité.

Au plan économique, le Puea Thai a avancé de nombreuses propositions économiques en faveur de sa base populaire, parmi lesquelles porter le salaire minimum journalier à 300 baths, c'est-à-dire l'augmenter de 40 à 100% selon les régions ; permettre aux emprunteurs de suspendre le remboursement de leur dette pendant 3 ans ; mettre en œuvre un programme garantissant aux riziculteurs un prix fixe ; indexer le remboursement des prêts octroyés par l'État aux étudiants à leur revenus ; fixer à nouveau à 30 baths le prix de la couverture universelle pour les soins médicaux. La mise en œuvre de telles mesures permettrait de commencer à diminuer les inégalités sociales profondes qui divisent la société thaïlandaise.

Les Chemises rouges se sont mobilisées pour demander le respect de la démocratie et la justice sociale. Le vote massif pour le Puea Thai est un autre signe que la majorité de la population demande des changements structurels. Le Puea Thai aura-t-il la volonté politique de s'attaquer aux problèmes politiques, institutionnels et sociaux qui minent la société thaïlandaise ? La mise en œuvre des réformes nécessaires pour surmonter cette crise multiple dépendra sans doute plus de la capacité des Chemises rouges et de la société civile à les imposer.

L'Asie à l'université d'été

Cette année, nous avons le plaisir d'accueillir à l'université d'été du NPA, Pathak Lal Golder, un militant bangladais de l'organisation paysanne [Bangladesh Krishok Federation](#) (BKF) représentante de la Via Campesina au Bangladesh.

Cette association a vu le jour en 1976. Elle milite pour les droits des paysans sans terre en organisant des manifestations, des occupations de terre et une aide juridique.

Depuis les années 2000, BKF et son association sœur Bangladesh Kishani Sabha (BKS) se sont aussi concentrés sur les effets des changements climatiques et la question de la souveraineté alimentaire.

Entre le 15 novembre et le 4 décembre, BKF et BKS organisent une caravane sur les changements climatiques et la souveraineté alimentaire du nord au sud du pays.

Durant l'université, Pathak fera deux exposés, sur les luttes paysannes au Bangladesh et sur la gauche bangladaise. Notre camarade Pierre Rousset dressera un panorama général de la gauche radicale et des réseaux régionaux en Asie et animera un atelier sur la crise au Japon

- **Paysans du Nord, paysans du Sud, mêmes combats !**

Mardi 30 août – 9h00-12h00

Un film de dix minutes sur l'occupation de terres au Bangladesh sera présenté lors de l'atelier

- **Asie et Afrique : quelles gauches depuis les indépendances ?**

Mercredi 31 août – 9h00-12h00

- **Le Japon: crise nucléaire, crise sociale, crise de légitimité et histoire des mouvements de résistance**

Mardi 30 août – 14h00-17h00



SOLIDARITE DU NPA AVEC NOS CAMARADES PAKISTANAIS

Le 19 août 2011, la police pakistanaise de Galgit Baltistan a procédé à l'arrestation de 20 militants de la gauche radicale et progressiste pakistanaise, dont six camarades du LPP. Ils sont accusés d'avoir saccagé des biens publics et attaqué des forces de police lors de la dispersion d'une manifestation le 11 août.

Le principal accusé est notre camarade Baba Jan, membre du comité fédéral du LPP. La police a investi sa maison à plusieurs reprises sans succès. Les camarades du LPP à Galgit Baltistan ont pris la décision collective que Baba Jan ne se rendrait pas à la police.

Baba est l'un des militants politiques les plus connus et les plus respectés de Galgit

Baltistan. Il est le principal dirigeant du Front des jeunes progressistes de la région et l'un des principaux animateurs de la lutte des familles qui ont été affectées par la formation non naturelle du lac Hunza.

Baba Jan donne une toute autre version des événements du 11 août. Les manifestants s'étaient rassemblés de manière pacifique pour apporter leurs doléances mais l'adjoint du chef de la police a ordonné de tirer sur les manifestants. 6 personnes ont été sévèrement blessées et un père et son fils sont décédés des suites de leurs blessures.

Le NPA condamne fermement la répression organisée par la police et demande la libération immédiate de tous les militants arrêtés. Il apporte sa solidarité aux camarades arrêtés ou en fuite.

Pour retrouver tous nos articles, consulter les sites

- [Extrême Asie](#)
- [Asia Left Observer](#)
- [ESSF](#)

Pour retrouver les anciens bulletins Asies en Lutte sur le site du NPA :

<http://www.npa2009.org/search/node/bulletin%20asie>

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : anim-asie@npa2009.org

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/

<http://www.npa2009.org/>